

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



EQIOM ex Orsima ex HOLCIM

Bois de Chomard
21370 PRENOIS

Références : 0005400241/2022-244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement EQIOM ex Orsima ex HOLCIM implanté Bois de Chomard 21370 PRENOIS. L'inspection a été annoncée le 24/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM ex Orsima ex HOLCIM
- Bois de Chomard 21370 PRENOIS
- Code AIOT dans GUN : 0005400241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société EQIOM Granulats a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives calcaires située à Prenoix par arrêté préfectoral du 24 février 2011 pour une durée de dix ans. L'autorisation a été prolongée jusqu'au 24 février 2031 par arrêté préfectoral du 5 mars 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.4	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.1.2	/	Sans objet
Information du public	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.1.3	/	Sans objet
Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.1.4	/	Sans objet
Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.2.3.2	/	Sans objet
Instabilité du front	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.2.3.3	/	Sans objet
Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 4.2.1	/	Sans objet
Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 9.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.4.1	/	Sans objet
Phasage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.2.3	/	Sans objet
Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.6.2	/	Sans objet
Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.5	/	Sans objet
Lignes électriques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.5.2	/	Sans objet
Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.2.3.1	/	Sans objet
Hauteurs des stocks	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.3.2.1	/	Sans objet
Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.5.2.1	/	Sans objet
Modalités de remise en état	Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.5.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière a été très peu exploitée depuis son autorisation délivrée en 2011. Le site de Prenoix constitue pour Eqiom une carrière d'appoint essentiellement destinée aux chantiers locaux nécessitant du brut de tir, d'où des productions faibles et ponctuelles.

L'exploitant souhaite à court/moyen terme réactiver ce site de manière pérenne en y basculant l'activité de la carrière de Fleurey-sur-Ouche dont l'autorisation arrive à échéance en 2023. Ce projet a été ralenti par la crise sanitaire subie ces dernières années.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Si l'approbation de la déclaration d'utilité publique de la branche Ouest de la LGV Rhin-Rhône a lieu avant le 24 février 2030, les extractions sont arrêtées et le site remis en état dans un délai de six mois maximum après la date de cette approbation.
Constats : À la connaissance de l'exploitant, le projet de LGV Rhin-Rhône est en standby et il n'est pas envisagé que la DUP soit approuvée avant le 24 février 2030. Renseignements pris auprès du service Transports Mobilités de la DREAL, la traversée de l'agglomération dijonnaise a été déclarée Projet d'Intérêt Général par arrêté préfectoral du 3 juillet 2007. L'arrêté a été renouvelé par deux fois pour une échéance au 24 juin 2016 mais n'a pas été renouvelé depuis.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule selon les plans de phasage (plan des garanties financières) qui figurent à la page 18 du dossier du 15 février 2019.
Constats : L'exploitation se situe actuellement en phase 1 (03/2021-02/2026) avec un retard à prévoir au regard de l'échéance de fin de phase de février 2026.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : «Le montant des garanties financières est fixé à : - phase 0 — 69 196€ jusqu'en février 2021, - phase 1 — 87 580 € de mars 2021 à février 2026, - phase 2 — 76 887€ de mars 2026 à février 2031 et jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières. L'indice TP01, utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières, est celui d'octobre 2018 et est égal à 110,9.
Constats : L'inspection dispose d'un acte de cautionnement d'un montant de 85 843 € valide jusqu'au 23 février 2026 correspondant au montant de la phase 1 actualisé avec l'indice TP01 de mai 2020 (108,7).
Observations : L'indice TP01 a augmenté de +14,7% entre mai 2020 (108,7) et mars 2022 (124,7). Si l'augmentation se poursuit au-dessus de +15%, le montant doit être actualisé dans les six mois qui suivent l'intervention de l'augmentation. L'actualisation relève de l'initiative de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait établir un plan à une échelle usuelle au moins aussi précise que le 1/1 000, orienté. L'échelle est adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur Le plan. Ce plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayonde 50 mètres,- les limites de protection réglementaires,- les limites de la zone d'extraction, de la plate-forme des installations, des zones de stockages des matériaux,- les fronts et les banquettes,- les courbes de niveau, les cotes d'exploitation et les cotes d'altitude des points significatifs,- la position des dispositifs de clôture ou des dispositifs équivalents,- l'emplacement des bornes,- les zones de stockage des déchets d'extraction et les zones de stockage des matériaux,- les Zones boisées, les zones défrichées non décapées, les zones décapées, les zones remblayées,- les zones réaménagées et la nature de la remise en état effectuée,- les limites des phases d'exploitation,- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière,- les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière,- les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes de circulation qui mènent au fond de fouille et aux fronts. <p>Ce plan comporte une légende. Il doit être mis à jour au moins une fois par an. Des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. Au moins une coupe est réalisée vers chaque front en cours d'exploitation et vers tout nouveau front définitif. Le plan et les coupes de l'année N doivent être transmis à l'inspection des installations classées tous les ans, avant le 31 mars de l'année N+1. Différents plans peuvent être établis. Ces plans ont alors la même échelle. Le plan et les coupes sont également mis à jour au moment de la notification de la cessation d'activité. Le plan est dressé et les coupes sont établies par un géomètre ou par un topographe. Les plans et les coupes sont conservés sur le site et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées peut demander des exemplaires supplémentaires des plans et des coupes. L'inspection des installations classées peut demander que les plans soient dressés et que les coupes soient établies par un géomètre expert.</p>
<p>Constats : Le plan topographique du 11 février 2019 comporte la plupart des éléments attendus, sont cependant absentes du plan: les zones décapées, les zones réaménagées, la nature de la remise en état effectuée, les limites des phases d'exploitation.</p> <p>L'exploitation n'a pas sensiblement évolué depuis le plan topographique du 11 février 2019.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 30 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation et d'au moins 10 mètres de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : La distance entre le périmètre autorisé et le périmètre d'extraction sur le plan topographique du 11 février 2019 est d'au moins 30 mètres. L'extraction n'a pas eu lieu en dehors du périmètre d'extraction.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lignes électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 1.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les excavations sont maintenues à une distance horizontale de 10 mètres à partir des massifs des pieds de pylône. Les pylônes sont accessibles en permanence par un accès terrestre et par des moyens lourds (camion lève poteau, élévateur...) pour l'entretien ou le renouvellement des ouvrages. Une accessibilité permanente est maintenue aux pylônes des lignes, réservée au personnel du gestionnaire du réseau ou ses entrepreneurs. La stabilité du support est assurée par le maintien sous une assise d'un tronc de pyramide non exploitable : pente d'un mètre par un mètre d'épaisseur de fouille. En outre, des glissières, ou tout autre dispositif équivalent, sont mises en place autour de ces pylônes et doivent permettre d'éviter les heurts par les engins.
Constats : Sur le plan topographique du 11 février 2019, l'excavation est située à une distance bien supérieure à 10 mètres du massif du pied de pylône.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-74 à R512-77 du Code de l'environnement.
Constats : Le périmètre autorisé n'a pas été borné. Les bornes reportées sur le plan topographique sont historiques et sans lien avec l'exploitation de la carrière.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
Constats : Un panneau d'information du public est placé à l'entrée du chemin d'accès. Le panneau a été dégradé et doit être nettoyé ou remplacé.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ..) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
Constats : La carrière n'est accessible que par un seul chemin. Le chemin d'accès est clôturé et barré de deux barrières mobiles dont l'une est verrouillée. Une clôture, par endroits enchevêtrée avec la végétation, est présente sur tout le périmètre de la carrière. Des panneaux d'interdiction d'accès sont disposés le long de la clôture. Les barbelés de la clôture ont été écartés pour permettre le passage, en particulier au nord à proximité du transformateur EDF, ils doivent être remis en place.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins. Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales des stériles. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation. Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.
Constats : L'exploitant déclare que le site ne disposait que de très peu de terre végétale. Les merlons en fond de fouille sont plutôt constitués de stériles tandis que la terre végétale a plutôt servi à constituer les merlons en haut de front. Les merlons en haut de front ne comportent qu'assez peu de terre et sont disposés sur une hauteur inférieure à 2 m.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.2.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La cote minimale d'extraction est de 491 m NGF pour l'emprise concernée par la phase 1 et est de 492 m NGF pour l'emprise concernée par la phase 2.
Constats : La cote minimale d'extraction sur le plan topographique du 11 février 2019 est située à 490,08 m NGF.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Instabilité du front

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Instabilité du front
Prescription contrôlée : Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.
Constats : Le front sud a fait l'objet d'un glissement de terrain au sein du périmètre d'extraction. Le front est encore instable au jour de l'inspection mais il n'est a priori pas susceptible d'impacter les terrains voisins à l'extérieur du périmètre autorisé. Il est envisagé de purger les plaquettes et blocs susceptibles de chuter en haut de front et de rehausser le piège à cailloux en pied de front. Une signalisation d'interdiction d'accès est présente au niveau du piège à cailloux.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.2.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Compte tenu de la profondeur de l'extraction, le front de taille ne comprend qu'un seul palier de 15 m de hauteur, incliné selon une pente maximale de 90 degrés. - Les fronts de découverture, d'une hauteur maximale de 0,7 mètres, ont une pente maximale de 45°, - L'avancement de l'extraction s'effectuera par tranches successives de 10 mètres, tout en maintenant la surface ouverte en cours d'extraction à un maximum de 9550 m². - L'emprise du chantier en cours d'exploitation est limitée à une surface maximale de 3,4 ha. - Les surfaces défrichées en attente de mise en exploitation et les surfaces remodelées en attente de reboisement ne doivent pas dépasser une surface maximale de 4200 m² par zone d'exploitation. Les travaux d'exploitation progressent vers l'est et le sud selon le plan de phasage annexé. L'exploitation des fronts de taille nord et ouest actuels n'est pas autorisée.
Constats : Le front de taille ne comprend qu'un seul palier. La hauteur du front de taille excède 15 mètres avec une hauteur de l'ordre de 18 à 20 mètres en particulier au nord-est. Le rapport de l'inspection du 9 juin 2010 mentionne que la hauteur du front nord résulte d'une exploitation passée et que l'exploitant propose de réaliser un aménagement au pied de ce front de manière à rétablir une hauteur de 15 m. Cet aménagement n'a pas été réalisé.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Hauteurs des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.3.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Les produits finis sont stockés en fond de fouille sur une hauteur maximale de 8 m.
Constats : Quelques stocks de brut et de concassé 0/40 sont présents sur une hauteur de l'ordre de 4 mètres.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.5.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• conservation du front de taille nord en vue du maintien de milieux favorables à la nidification d'espèces rupestres ;• purge de tous les fronts définitifs, et talutage selon les éléments présentés dans le dossier ;• aménagement de merlons de sécurité définitifs au sommet et au pied des fronts verticaux aux fins d'en empêcher l'approche aux personnes et véhicules et de recueillir les éboulis ;• régalage des stériles disponibles sur site aux emplacements prévus au dossier.
Constats : Une remise en état progressive a été initiée. Le front de taille nord comporte une niche favorable à la nidification de l'avifaune sans que son utilisation effective n'ait été constatée jusqu'alors. Les fronts définitifs sont purgés. Des merlons de sécurité sont disposés au sommet et au pied des fronts verticaux. Un stock de stériles est présent à proximité du gouffre karstique mentionné à l'article 2.5.2.2.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modalités de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 2.5.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• nettoyage du carreau ;• apport ponctuel de stériles disponibles sur le site pour créer des abris favorables à la faune et la flore ;• mise en place d'ilots de végétation disposés de manière éparse sur le carreau ;• conservation de l'entrée du gouffre karstique ;• profilage de manière à permettre la création de mares temporaires.
Constats : Le gouffre karstique a été recouvert d'une ouverture en métal cadenassée pour conservation d'une entrée.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche dont la dimension est au minimum de 150 m ² et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.
Constats : Aucune aire étanche n'est présente sur le site. Par courrier du 8 juin 2015, l'exploitant s'est engagé à mettre en place une aire étanche lors de la reprise de l'extraction. L'extraction n'a pas repris depuis 2015, les opérations réalisées en 2021 ont seulement consisté à retirer des matériaux déjà abattus.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2011, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance des émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance.
Constats : En l'absence d'extraction de matériaux depuis plusieurs années, l'exploitant déclare ne pas avoir réalisé récemment de mesures de bruit, de poussières ou de vibrations. L'exploitant prévoit de procéder aux mesures lors de la reprise de l'extraction.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet